

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1839 - 6 janvier 1994 - 8 F

A l'occasion de la nouvelle année, DIAL est heureux de présenter ses meilleurs voeux à ses lecteurs

D 1839 COLOMBIE: MANIFESTE POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE

En quelques années la scène internationale a profondément changé. C'est le cas de l'effondrement des régimes communistes. La mondialisation de l'économie avance à pas de géants. Dans certaines régions du monde dont l'Amérique latine, la pauvreté de masse est loin de se résorber (cf. DIAL D 1804).

Dans les milieux chrétiens du continent sensibles à la problématique sociale, une révision est en cours. Cependant, l'acquis principal des décennies 70 et 80 est l'affirmation de mouvements populaires qui se sont découverts comme "sujets" - c'est-à-dire acteurs - de leur histoire et de leur avenir. Comment valoriser cet acquis déterminant au sein de la "société civile" dont le rôle apparaît de plus en plus positif (cf. DIAL D 1785)? Telle est la question à laquelle cherche à répondre le manifeste ci-dessous, élaboré en Colombie dans le cadre du Centre d'investigation et d'éducation populaire (CINEP) de Bogota.

Texte repris de l'ouvrage **Les rendez-vous de Saint-Domingue - Enjeux d'un anniversaire (1492-1992)**, paru en 1991 aux Editions du Centurion à Paris. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Note DIAL

CHRÉTIENS D'AMÉRIQUE LATINE

Défi pour une fin de siècle

Introduction

1. Les chrétiens d'Amérique latine vivent un moment crucial de leur histoire. Voici cinq cents ans que, dans l'ambiguïté et la violence, dans l'utopie et l'ambition, le christianisme s'est imposé dans ce continent. L'histoire qui a suivi est faite de réalités si multiples qu'on ne peut l'évoquer en quelques lignes. Aujourd'hui, un défi est à relever: comment nous situer, comme chrétiens latinoaméricains, dans l'élaboration d'une *alternative* à l'horizon du continent et - peut-être - du monde de demain?

2. Aller de l'avant signifie que la recherche latino-américaine d'une société fraternelle et libre, qui se voulait inspirée par le choix chrétien de la fraternité et tenta de se faire réalité historique, est encore capable aujourd'hui de vivifier puissamment le devenir des nations latino-américaines continuant de rêver d'une Terre nouvelle.

3. La scène latino-américaine et mondiale a changé. Les temps ne sont plus au guérillero héroïque des années cinquante et soixante. Ni au socialisme de parti unique et de production étatique des années soixante-dix. Ni non plus aux années de guerres de libération nationale. La planète a pris les dimensions du poste de télévision. La Grande Patrie qu'est l'Amérique latine est enfin en marche, pour la première fois, vers son unité culturelle, politique et

économique. Le monde rejette toutes les guerres. Alors que la logique austère de la raison est de plus en plus débordée par le symbole, l'image et le mythe, des hommes et des femmes découvrent le mystère de l'Esprit dans la vie et dans la mort. Au coeur des sociétés sécularisées, paradoxalement, la tolérance et le pluralisme se cherchent une voie. C'est dans cet horizon que s'inscrit l'actif chrétien, issu des luttes de libération en Amérique latine.

4. Comme communauté chrétienne, nous ne sommes ni un parti politique, ni une association de citoyens à part, ni un mouvement social, même si notre engagement est susceptible d'inspirer des alternatives politiques crédibles et des mouvements sociaux de libération. Nous ne courons pas après le pouvoir, même si la pratique de la solidarité jusqu'au don de la vie nous autorise à donner notre part de sens à tous les combats légitimes pour le pouvoir. Nous n'avons pas de modèle de société en prêt-à-porter, même si la part d'humain de notre inspiration chrétienne nous permet d'élaborer des alternatives de société plus conviviale et plus solidaire. En même temps, nous nous devons de cheminer avec notre peuple dans les faubourgs populaires des villes, aux côtés des paysans, en compagnie des Indiens et des Noirs, avec tous ceux et celles qui exigent - pour pouvoir vivre - l'eau, la nourriture et la parole.

La nouvelle scène internationale

5. Les événements mondiaux de ces dernières années semblent s'être soldés par le triomphe de l'économie de marché. Les organismes financiers internationaux, les entreprises transnationales et le pouvoir militaire sous l'égide du Pentagone imposent les règles du jeu et disposent des choix économiques, sociaux et politiques pour l'Amérique latine. Comme chrétiens, nous sommes témoins de l'immense vitalité de nos peuples. Mais nous manquons des analyses qui nous permettraient de faire des contre-propositions viables à celles du néolibéralisme.

6. Nous constatons que les politiques de la Banque mondiale à destination du continent font du marché la fin, la méthode et la loi. Ce "modèle", nous le savons déjà, ne peut que renforcer le caractère dual de la société: plus de la moitié des Latino-Américains sont et seront les exclus du jeu économique et ne pourront subsister que grâce à diverses formes d'assistance.

7. De nouveaux blocs économiques se constituent: l'Europe unie; le Japon et l'Asie; les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Si les Etats-Unis cessent ainsi d'être la seule puissance économique mondiale, ils s'affirment par ailleurs comme la première puissance militaire. Les évolutions technologiques font que les exportations de matières premières perdent de leur importance. La circulation de l'information, l'accélération de l'informatique, les recherches biogénétiques et les nouvelles formes d'énergie, entre autres, contribuent à modeler un nouveau visage de la planète.

8. Le christianisme lié aux organisations populaires et aux mouvements sociaux en Amérique latine se veut le dépositaire d'une option déterminante pour une alternative sociale. La scène mondiale ayant changé, de nouvelles questions se posent. Sans remettre en cause notre choix fondamental, nous entendons, comme chrétiens, élaborer un autre discours et rechercher d'autres méthodes pour répondre à ces questions.

9. Nous ne pouvons plus penser de la même façon que durant les trois décennies passées, quand les idéologies nous présentaient la société parfaite de l'avenir contre la société rétrograde du passé. Le temps n'est plus aux catéchismes par questions-réponses. Nous nous devons d'oeuvrer à un changement de mentalité pour avoir des horizons ouverts.

10. Les chrétiens qui ont fait le choix du peuple ont la conviction que des alternatives sont possibles. Bien davantage qu'une réaction critique aux propositions économiques ou aux injonctions financières des groupes multilatéraux, le nouveau discours ne peut qu'être constructif. Les propositions doivent être rigoureuses et viables, sur la base des exigences de vie digne, de démocratie et de respect de la nature.

11. Par l'analyse et dans le combat, les chrétiens ont appris à prendre la réalité comme premier impératif catégorique. C'est donc ce qui arrive aux hommes et aux femmes, ce qui

se passe dans les organisations sociales, et ce qui s'élabore dans les domaines culturel et économique qui constituent la matière des nouvelles analyses et des nouveaux combats à mener.

12. Face au danger accru de société duale, les chrétiens ont la responsabilité - urgente - de prôner sur la scène nationale et internationale le sens de la totalité. Ce sont 280 millions de pauvres, en Amérique latine et aux Caraïbes, qui attendent leur intégration.

13. Pour que soit garanti ce sens de la totalité, les chrétiens affirment la nécessité de sociétés pluralistes sur la base de droits fondamentaux pour tous. Les milieux populaires doivent y être reconnus comme interlocuteurs à part entière pour une société sans exclus.

14. La société pluraliste que nous voulons en Amérique latine, dans le compagnonnage avec les milieux populaires ainsi qu'avec les partisans du développement démocratique et économique pour tous, ne peut être que pluriclassiste, pluriculturelle, pluriethnique, plurilinguistique, plurisymbolique, pluripartiste, pluriconfessionnelle ou pluriesthétique. Nulle culture, classe sociale, région, idéologie ou religion ne peut y être hégémonique. Notre tâche de chrétiens, dans cette société pluraliste, est d'œuvrer à ce que les milieux populaires soient à égalité avec les autres acteurs sociaux.

15. Notre tâche est ici colossale. Le programme des Nations unies de lutte contre la pauvreté estime que notre continent dépassera les 300 millions de pauvres à son entrée dans le troisième millénaire. Et l'ouverture de l'Amérique latine au marché est un fait, avec ce que cela signifie en termes de concentration du capital. Aussi la force d'incarnation du christianisme doit-elle permettre la mobilisation des milieux populaires: plutôt que de subir les effets du marché sous forme d'expropriations et de spoliations, il leur faut s'organiser pour en maîtriser les éléments en termes de travail, de biens de première nécessité, de superflus, de financements et de ressources humaines. Cela ne sera possible que si nous y intégrons le sens de la valeur de chaque vie humaine comme force morale, l'emportant sur le mécanisme d'accumulation des biens. Face aux monopoles, aux multinationales et au pouvoir militaire, il revient à la "société civile", avec l'aide de l'Etat, d'exercer la fonction de vigilance qui, seule, permettra de mettre le doigt sur les points de distorsion du marché qui se traduisent en mépris de la vie.

16. Sur la nouvelle scène du monde, les chrétiens entendent tout faire pour que chaque homme et chaque femme deviennent, avec les autres, les acteurs de leur propre épanouissement et de la traduction de leurs capacités en droits reconnus. Ils entendent également travailler avec les millions et millions de Latino-Américains en voie d'exclusion, pour une maîtrise de leurs droits fondamentaux, des moyens culturels, des conditions de logement, et pour une participation politique.

17. A la veille de la commémoration de 1992 et à l'heure où toute alternative politique, économique et culturelle ne peut pas ne pas tenir compte des nouveaux blocs continentaux, le message chrétien retrouve en Amérique latine la place cruciale qu'il a eue voici cinq siècles. De même que certains, au nom de leur foi, avaient alors pris la défense des Indiens et des Noirs contre les crimes et les erreurs d'autres baptisés blancs, de même avons-nous aujourd'hui l'obligation, à travers l'effort d'intégration culturelle et économique, de faire nôtre cet héritage historique en pariant que la plénitude humaine pour tous est possible dès maintenant.

18. Le christianisme vécu en milieux populaires d'Amérique latine et des Caraïbes a été un facteur de mobilisation en faveur de l'éducation populaire, de l'autonomie des organisations sociales, de la participation politique et d'une célébration engagée de la foi. L'heure est venue d'une nouvelle mobilisation des milieux populaires pour une participation aux marchés et à leur complexité ambiguë en vue de la solidarité. C'est là une tâche considérable. Elle ne sera l'occasion d'initiatives de la part des milieux populaires que dans la mesure où ceux-ci auront accès aux connaissances et outils technologiques et bénéficieront ainsi d'une capacité de contrôle accrue.

19. Nous savons parfaitement que, dans ce jeu complexe et inégal, les uns sont avantagés et les autres désavantagés. Mais nous avons la volonté de ne rien céder sur la dignité humaine, sur le sens de l'action menée, sur les revendications de la justice, sur les capacités du peuple

en termes de connaissance, de culture, de désintéressement, de droits de l'homme et de souveraineté. Dans ce but, nous entendons oeuvrer à l'épargne et à l'investissement des milieux populaires pour un accroissement progressif de leurs capacités.

20. Nous nous proposons d'oeuvrer ensemble, tant en rural qu'en urbain, pour une approche des mécanismes de marché, pour une intelligence des modalités et nouveautés technologiques, pour des investissements au niveau et à la portée des milieux populaires.

21. Nous envisageons la mise en place d'une production populaire sur la base de micro-entreprises, au compte des travailleurs et de technologies artisanales. Il ne s'agit pas d'un refuge pour la pauvreté mais d'initiatives dans le sens du contrôle de l'économie populaire, de l'apprentissage de la gestion, de la création d'espaces de vie et de travail conjoints. Les ressources humaines seront également orientées sur l'organisation de syndicats d'entreprises, de fédérations des travailleurs de la grande et moyenne entreprise, de groupements d'achat, de crédit et de technologie, ainsi que d'associations de solidarité. Telle sera la contribution à la lutte contre le chômage et le sous-emploi.

22. Nous favoriserons les syndicats qui privilégient, parallèlement à l'élévation de la productivité du travail, le droit de participation à l'excédent ainsi généré, au titre du bien commun.

23. Dans l'intégration au marché et dans l'ouverture technologique, il importe de tenir compte des communautés locales, avec leurs caractéristiques culturelles et leurs milieux ambiants, pour une stabilité et des possibilités d'expansion accrues. Il devra être également tenu compte des systèmes de relations sociétales existants, ce qui augmentera d'autant la capacité de négociation des groupes humains concernés.

24. Nous acceptons de relever le défi des "avantages absolus" que sont en l'occurrence les capacités populaires d'intelligence, de créativité et d'habileté, ainsi que la mise en valeur des systèmes culturels existants et l'élargissement de marchés correspondants. Le temps étant révolu des "avantages comparatifs" de l'exploitation des richesses naturelles et des matières premières non renouvelables, il y a désormais place pour l'inventivité au niveau des personnes et des organisations sociales. L'Etat doit être au service de cette créativité pour le profit de la société dans son ensemble.

25. Nous contribuerons à instaurer une éthique de la vie populaire faite de sens de la totalité, de tolérance, de diversité et de joie de vivre; une éthique du travail comme réalisation de la personne pour aujourd'hui et, pour demain, comme aptitude au pouvoir de décision sur les excédents générés par le travail; une éthique de l'entreprise pour une gestion, dans la responsabilité, de ses projections sociales, économiques, politiques et écologiques; une éthique de l'Etat comme gestionnaire du bien commun, dans l'indépendance par rapport aux groupes de pression.

26. Nous réaffirmons "l'utopie" comme réalisation du quotidien dans la joie, la solidarité et la satisfaction du travail; comme rêve d'avenir fondé sur un minimum de sécurité et de planification dès aujourd'hui. Le destin des générations présentes et futures n'est pas matière à négociation.

27. L'utopie, c'est déjà aujourd'hui, dans une société imparfaite. Elle se vit au niveau de nos tâches culturelles et politiques de croyants. Il n'y a plus de place pour l'utopie qui était la nôtre quand nous acceptions le sacrifice de deux ou trois générations pour les générations à venir. Il n'y a plus de place pour les illusions de perfection politique, sociale et idéologique. La société n'est jamais achevée dans quelque dimension que ce soit. Personne ne peut y prétendre au monopole ou à l'hégémonie, que ce soit l'Etat, le parti unique, l'armée, la société civile, le marché, l'université, la religion ou n'importe quelle organisation populaire. Personne ne détient la signification ultime ni ne dispose de la société parfaite. Sinon, c'est le totalitarisme. Et le totalitarisme tue l'utopie.

Etat, économie de marché et société civile

28. L'Etat doit être au centre de nos discussions. C'est vers lui, en effet, que convergent tous les intérêts de groupes; c'est lui qui dirige les dépenses publiques et a donc la capacité

de veiller aux risques d'exclusion pour une majorité de la population; c'est lui qui répartit les ressources pour l'éducation et la formation professionnelle. Il faut veiller à ce que les dépenses publiques ne soient pas au seul profit de quelques privilégiés.

29. Une redéfinition du rôle de l'Etat dans le développement est nécessaire en Amérique latine. Sont à rejeter conjointement l'anti-étatisme de la dernière décennie ("l'Etat, cause de tous les problèmes") et l'approbation sans réserve de l'économie de marché ("la solution de tous les problèmes"). Pour l'Amérique latine, l'Etat ne peut plus être celui des dictatures militaires ni des démocraties de sécurité nationale.

30. Si l'Etat ne peut être aboli, l'économie de marché ne peut pas l'être non plus. Mais il n'y a pas et il ne peut y avoir d'institution totalisante de la société. Seule est possible une synthèse incluant les diverses institutions, chacune à leur place, pour une vie plus humaine. La résistance aux effets destructeurs du marché sera le fait de la société civile sous ses diverses formes d'organisations populaires. L'Etat a pour première tâche la promotion de la société civile et, pour seconde tâche, l'intégration économique et sociale de l'ensemble de la population par la planification.

31. La réflexion portera sur l'interaction des trois pôles que sont la société civile, l'économie de marché et l'Etat, aucun d'eux ne pouvant exister sans les deux autres. Cependant, l'insistance sera mise sur la société civile, pour avoir fait l'objet d'une répression systématique par l'Etat de sécurité nationale dans l'Amérique latine des trois dernières décennies.

32. Nous proposerons à la Banque mondiale et aux gouvernements un débat sur la finalité et les moyens de la société à édifier. La finalité: la vie effective et la dignité des hommes et des femmes de notre continent. Les moyens: la mise en oeuvre des variables économiques avec négociation paritaire sur leurs contradictions ou leurs coûts sociaux exagérés, et non point les principes absolutisés de la production au moindre coût, et de la concurrence effrénée.

33. Nous entendons participer à la redéfinition du rôle de l'Etat dans le nouvel ordre mondial, pas seulement au titre de la défense des intérêts des citoyens, mais aussi au titre de l'intégration de tous les exclus, pour quelque raison que ce soit, comme agents économiques actifs.

34. Il est impératif d'articuler entre elles la culture et la technologie: la technologie doit intégrer certains aspects culturels, et la culture s'adapter en permanence à un monde qui change.

35. Dans ce cadre d'ensemble, les thèmes cruciaux de l'heure à traiter nécessairement sont les suivants: la primauté des droits de l'homme, la critique du néo-libéralisme, l'intégration continentale, l'émergence des grands blocs économiques, les politiques d'austérité, le rôle de l'Etat, la dette publique extérieure, les rapports campagne-ville, la société duale et son aggravation dans le "modèle" actuel, l'approche des variables macro-économiques (indicateurs, balance des paiements, dépenses publiques, inflation, crédits, etc.), ainsi que les alternatives sociales se situant entre le macro- et le micro-économique.

Economie et exigences chrétiennes

36. Le XXe siècle se termine, pour l'Amérique latine, sur le grand débat de l'économie et de son sens. Ce continent a essayé tous les systèmes et expérimenté toutes les réformes, pour aboutir à la "décennie perdue" des années quatre-vingt. Ce fait nous interpelle comme chrétiens.

37. La finalité ultime de l'économie est la réalisation de chacun et de tous comme personnes humaines. Elle n'est donc pas d'abord ni seulement l'augmentation de la production, l'élévation du produit intérieur brut, la balance excédentaire du commerce extérieur, le règlement de la dette publique extérieure, l'enrichissement de l'Etat ou la sécurité intérieure et extérieure. Cette finalité n'est pas négociable. Les hommes et les femmes, en effet, doivent être tels en plénitude et avoir la garantie de conditions matérielles d'existence pour eux et leurs descendants.

38. Le développement est pour tous. Sinon, pour personne. Cette universalité interdit de donner à certains la priorité sur les autres dans la garantie des moyens de croissance comme êtres humains. Personne n'a plus de droits que d'autres à s'approprier la terre. Aucune race, aucun peuple, aucun habitant d'aucune nation, même et surtout s'ils disposent d'armes et de stocks, n'a de ce fait davantage de droits sur les biens de la terre.

39. Il importe de "désacraliser" la croissance économique, le développement technologique et l'économie de marché. Ce ne sont là que des moyens.

40. Il convient, parallèlement, de "dé-diaboliser" l'économie, la technologie et le marché. Ce ne sont là que réalités ni bonnes ni mauvaises, c'est-à-dire des outils relevant du monde du sens et de la culture humaine, des réalités en constante évolution.

41. Les choses de tous sont à tous. L'Etat est, par définition, une construction de tous au service de tous. Il échappe donc à la privatisation. S'il arrivait qu'il fût contrôlé par des intérêts privés, il importerait alors de le "renationaliser".

42. Dans l'instauration des conditions matérielles d'existence, le conflit est inévitable. Organisés en classes sociales, groupes et communautés, les êtres humains ont des intérêts divergents, des sensibilités et des cultures différentes. Il appartient à la société civile avec ses institutions économiques, et à l'Etat garant de la société civile, de régler pacifiquement les conflits inhérents à la vie sociale.

43. Les idéologies sont toutes ambivalentes. Elles ont le mérite d'exprimer la vision du monde et les intérêts de groupes déterminés, et le défaut de se vouloir l'explication du monde et la norme pour tous. Sont à ranger dans les idéologies le capitalisme et le socialisme, le libéralisme et le conservatisme, le catholicisme et l'islam (toutes les religions peuvent fonctionner comme idéologies), les partis politiques et toutes les formulations de groupes prétendant au contrôle du sens. Le consensus social auquel doivent parvenir les peuples d'Amérique latine ne peut que s'élaborer sur la base d'une vie digne pour tous, à commencer par ceux qui sont victimes de la maladie, du chômage, du travail avant l'âge, des conflits armés, des enlèvements, de la baisse des prix agricoles les condamnant au négoce des plantes pour la drogue.

44. La détermination des quantités de biens et de services doit être précédée par la participation de tous au choix fondamentaux et aux décisions opérationnelles. S'ouvre là une énorme tâche d'éducation populaire.

45. Dans l'immense Amérique latine et aux Caraïbes, en vertu du nécessaire accord social, chacun a droit à son "espace public" comme lieu d'identité et de reconnaissance par les autres.

46. Cet espace public se situe au plan local et régional. Il s'ensuit que le développement doit se faire en fonction des communautés locales; et le système de décision, fonctionner sur la base de l'autonomie. Tout ce qui peut être réglé au plan local doit l'être à ce niveau; de même au plan régional. Ne relève du niveau national et continental que ce qui ne peut être fait aux niveaux inférieurs.

47. En vertu du principe de totalité, tout affaiblissement ou destruction d'une vie particulière porte atteinte à la plénitude de vie des autres personnes. C'est pourquoi les outils économiques doivent en priorité être utilisés au bénéfice des plus démunis. Ce qui est vrai des individus l'est aussi des peuples. Aussi la solidarité continentale doit-elle jouer d'abord pour les peuples qui, comme celui d'Haïti, sont portés par l'espoir.

48. Cela implique, pour l'Etat, de conduire l'économie de sorte que la croissance *per capita* des plus pauvres soit, année après année, supérieure à la croissance moyenne du pays.

49. Participer au pouvoir de décision et avoir la garantie de conditions honnêtes d'existence ne suffisent pas. Il importe que, dans le jeu des affaires et des rapports de marché, personne ne soit classé comme "inapte". Il importe également que le secteur de l'économie populaire dit "informel" soit considéré comme une part dynamique des marchés. Pour cela, du côté des milieux populaires pauvres, une formation est à promouvoir pour une prise de conscience de la validité et de la rationalité des circuits économiques informels.

50. La logique du capital étant celle de la concentration dans tous les marchés - quel que soit le groupe social qui les contrôle -, les milieux économiques pauvres du secteur informel doivent être aidés directement par l'Etat. C'est la seule possibilité de structurer et de renforcer ce secteur, pour qu'il existe face à la domination des cartels et des grands groupes financiers, et pour qu'il s'intègre progressivement aux marchés nationaux.

51. Si le conflit est inévitable entre groupes humains d'une même société à l'intérieur du pacte social qui la régit, il convient que ce pacte garantisse l'expression des besoins et exigences de chacun des groupes, ainsi que les mécanismes institutionnels de la négociation.

52. S'ils restent isolés, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne seront pas viables économiquement. Ils ne pourront pas non plus lutter efficacement contre la pauvreté, la violence, le trafic des stupéfiants, la pression militaire internationale et la dette extérieure. L'intégration continentale de l'Amérique latine est une nécessité absolue: elle commence au niveau des esprits. Réalisée, elle serait le plus beau couronnement de cinq cents de recherche de l'identité latino-américaine.

Les chrétiens dans la sécularisation de la société

53. La force de libération d'inspiration chrétienne qui a traversé le continent durant les trois dernières décennies a pris appui sur le sens religieux inné des Latino-Américains. Parallèlement, cependant, un profond mouvement de sécularisation est en train de s'affirmer. Nous ne pouvons négliger cette réalité, car elle s'accompagne de la disparition de la morale catholique comme norme sociale pour les populations latino-américaines. Cela est dû, pour une part, à l'affirmation par la société civile de son autonomie et, pour une autre part, aux évolutions complexes de la modernité à la recherche d'elle-même à travers le monde entier. Chrétiens comme non-chrétiens sont appelés à oeuvrer ensemble pour l'élaboration d'une éthique non religieuse qui soit pluraliste et tolérante. Cette éthique civile ne peut être une idée abstraite, ni un décalogue de comportements publics qui serait proclamé par un groupe de sages et imposé d'en haut au peuple. Elle doit être l'explicitation des éléments simples et fondamentaux de nos coutumes et de nos traditions, mais aussi de nos aspirations à une société civile aux dimensions continentales. Tels en sont les éléments de base qui, déjà, nous font vivre comme Latino-Américains et qui, explicitement et librement reçus, deviendront nos valeurs morales. Cette éthique civile de tolérance repose sur un présupposé non négociable: aucun homme ni aucune femme ne peut en aucun cas, dans notre continent, se voir exclu des garanties d'une vie digne. Comment, en tant que chrétiens, dans la fidélité à notre tradition de foi et à nos valeurs communautaires, allons-nous oeuvrer à la solidarité, à la justice, au respect des autres? Que faire pour hâter la réalisation de cette tâche impérative en Amérique latine?

54. La contribution éthique des chrétiens du continent est le critère déterminant de leur crédibilité. Le christianisme trouvera sa place et sa légitimité dans la mesure où le capital moral accumulé grâce au sang des hommes et des femmes qui ont donné leur vie pour la libération de leurs frères sera investi, avec la même audace, dans la grande tâche d'éthique sociale qui attend aujourd'hui nos peuples: la solidarité continentale, la souveraineté, la défense des droits de l'homme, la construction de la paix, la hiérarchie des valeurs (la vie humaine supérieure à la dette extérieure), le démantèlement du trafic de stupéfiants, la lutte contre la corruption institutionnalisée, le choix prioritaire des mal-vivants. Ce sont là autant de points indiscutables pour rendre possible une vie dans la dignité à tous les hommes et à toutes les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.

Francisco De Roux

Abonnement annuel: France 395 F - Etranger 440 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441